

Guerre ou paix ?

Peut-on se réjouir des restrictions subies par l'armée belge dans le cadre d'un budget marqué par l'austérité pour les prochaines années ? Doit-on féliciter nos militaires pour leurs interventions destinées à garantir la paix au Kosovo, au Liban ou en Afghanistan et ailleurs ? À en croire les augures, il semblerait que s'ouvre enfin une ère nouvelle où l'armée serait métamorphosée en instrument de paix. Cependant, tout observateur plus ou moins attentif à l'état du monde ne croira jamais qu'un tel renversement d'attitude se soit produit dans le camp militaire!

Il n'empêche, ce sont des signes qui révèlent des changements dans la façon de conduire les conflits. Auparavant, les armées occidentales intervenaient dans d'autres pays pour défendre les "intérêts vitaux" de la nation (entendez les privilégiés au pouvoir) ou pour protéger des "compatriotes menacés" (entendez les compatriotes situés dans des régions importantes pour les profits des grandes entreprises nationales). Rappelez-vous les prétextes avancés pour intervenir au Congo après que l'indépendance a été prise au sérieux par des Congolais, avec Lumumba pour figure de proue.

Désormais, le langage a évolué. On parle de *mission de paix*, comme au Kosovo, où les soldats étrangers sont installés pour éviter des conflits intercommunautaires entre Serbes de souche et Albanais. Ou on parle de *lutte contre le terrorisme, pour la démocratie*, comme en Afghanistan.

L'initiative n'appartient plus à un seul pays – certainement pas la Belgique –, mais à l'une ou l'autre organisation internationale prétendant représenter les populations du monde entier (ONU) ou bien les régimes démocratiques (OTAN).

La forme n'est donc plus celle qui avait été qualifiée d'*impérialiste* ou de *colonialiste* dès le début du XXe siècle, qui était portée par des États nationaux, belge, anglais, français, américain, etc. La défaite américaine au Vietnam a sans doute sonné le glas de la prépondérance des États nationaux.

S'il est vrai que la puissance nord-américaine reste hégémonique, elle s'associe à d'autres forces armées pour assurer une domination sur le monde: cela correspond étroitement à l'essor des multinationales dont les tentacules s'étendent sur tous les continents et qui n'attachent qu'une faible importance aux particularités nationales.

Michael Hardt et Antonio Negri ont appelé *Empire* le nouveau système mis en place dans les années 80 et qui a jeté les bases de la mondialisation néolibérale telle que nous la connaissons – à nos dépens – aujourd'hui¹.

De nombreuses autres caractéristiques nouvelles s'attachent à l'Empire et le distinguent de l'ancien impérialisme. Mais le but central reste toujours la recherche du profit maximum, le fondement du développement demeure l'exploitation des travailleurs et l'oppression des peuples.

Derrière les missions de paix, derrière la lutte contre le terrorisme, se cachent les manœuvres pour sauvegarder les intérêts stratégiques des multinationales et des puissances qui sont à leur service. La guerre est présente de manière cruelle dans de nombreuses régions du monde, elle n'est pas *mondiale* comme en 14-18 et 40-45, mais elle sévit dans de nombreux pays et est terriblement dévastatrice. À l'est du Congo, les estimations vont jusqu'à 3 millions de morts pour cette seule région².

Le mouvement pour la paix est aussi nécessaire qu'avant, il a d'autres cibles, dévoile d'autres tactiques, il doit faire comprendre aux populations que le combat n'est pas terminé, il est temps de s'adapter, de rechercher les moyens de contrer ces ennemis fuyants, cachés et à plusieurs têtes.

M.N.
Octobre 2009

¹ Michael HARDT, Antonio NEGRI, *Empire*, éd. 10/18, Paris, 2000.

² Colette BRAECKMAN, *Les nouveaux prédateurs*, éd. Fayard, Paris, 2003.

